

## Europe-Afrique : La relance du développement par l'annulation de la dette

Jean-Pierre Gern

Volume 19, numéro 1, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702295ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702295ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gern, J.-P. (1988). Europe-Afrique : La relance du développement par l'annulation de la dette. *Études internationales*, 19(1), 99–104.  
<https://doi.org/10.7202/702295ar>

## ESSAI ET DOCUMENT\*

### EUROPE-AFRIQUE : LA RELANCE DU DÉVELOPPEMENT PAR L'ANNULATION DE LA DETTE

Jean-Pierre GERN\*\*

Les liens économiques entre l'Europe et l'Afrique sont anciens et profonds. Ils sont certes plus significatifs pour l'Afrique que pour l'Europe puisque 64,4 % du commerce extérieur de l'Afrique est avec l'Europe contre 4,9 % pour l'Afrique dans le commerce européen (1984).<sup>1</sup>

Si ces liens ont été établis principalement pendant la période coloniale, c'est surtout ensuite qu'ils se sont développés. Après l'époque des indépendances (1960) les exportations de l'Afrique ont triplé en douze ans (en volume), la part de l'Europe diminuant, il est vrai, du fait de leur diversification progressive.

En valeur, les exportations de l'Afrique ont crû au rythme de 3,9 % l'an entre 1950 et 1960, de 9,2 % l'an entre 1960 et 1970, de 21,7 % de 1970 à 1980. Certes ce dernier chiffre est largement dû à la hausse des prix (pétrole surtout). En volume ces exportations ont crû de 12,2 % entre 1960 et 1970 et décréu de 3 % l'an de 1970 à 1980. L'Europe en absorbant 69 % des exportations de l'Afrique en 1970, 55 % en 1975 et 64 % en 1984 a largement contribué à l'expansion du commerce de l'Afrique et par conséquent à son développement.

En effet, le modèle de développement de la quasi-totalité des pays africains est fondé sur la croissance des exportations. Les exportations ne se sont pas seulement révélées nécessaires à cause de la contrainte de balance des paiements: elles se sont révélées essentielles comme moteur de la dynamique interne des flux. Certes quelques pays, telle l'Égypte, ont un réseau d'échanges internes relativement dense et cohérent qui donne une certaine autonomie aux processus cumulatifs de croissance internes. Mais pour l'essentiel, ce sont les revenus provenant des exportations, la demande interne des secteurs exportateurs et les revenus commerciaux tirés des importations suscitées par le flux d'exportation qui ont entraîné les autres activités, financé les services publics et l'investissement et permis le développement de quelques industries pour satisfaire une demande interne accrue, surtout en milieu urbain.

On a dénoncé il y a vingt ans déjà le fait que ce modèle de croissance fait dépendre le développement de l'Afrique de celui de l'Europe: si les importations européennes croissent

---

\* Sous cet intitulé, *Études internationales* publie des contributions qui, sans répondre aux critères exigés dans les articles et les notes, peuvent être utiles comme document pour susciter réflexions, débats ou propositions de recherche. Il va sans dire que les opinions exprimées dans ces essais et documents n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

\*\* Professeur à l'Université de Neuchâtel, Suisse, et Directeur du Centre de Recherche sur le Développement.

1. CNUCED: Manuel de Statistiques du Commerce International et du Développement, 1986.  
*Revue Études internationales*, volume XIX, n° 1, mars 1988

au rythme de 4-5 % l'an, comment les économies africaines dépasseraient-elles ce rythme puisque c'est le taux de croissance de leurs exportations qui détermine celui de l'ensemble de l'économie ?

De plus, la part des matières premières diminuant dans le PIB de l'Europe, les exportations de l'Afrique ne pouvaient croître qu'à un rythme inférieur et risquaient de voir leur prix baisser du fait d'une concurrence accrue... C'est ce qui s'est produit d'ailleurs ; les termes de l'échange de l'Afrique chutent de 54 en 1960 à 41 en 1972 (1980 = 100).

Mais toute dépendance est à double sens et dès 1973, c'est l'Europe qui découvre combien elle est dépendante des pays du sud de la Méditerranée : pour son pétrole et d'autres matières premières dont le prix va connaître de fortes hausses (phosphate, café, cacao), ce qui fait que les termes de l'échange de l'Afrique passent de 42 en 1972 à 107 en 1981 (31 à 113 pour l'Afrique du Nord ; 53 à 101 pour les autres pays, moins riches en pétrole).

La dépendance de l'Europe à l'égard de l'Afrique a aussi pris un autre tour. Au moment du premier choc pétrolier, elle connaît une crise profonde ; pour couvrir la facture pétrolière, elle cherche à exporter davantage alors même que le volume de ses importations diminue.

L'Afrique, qui dépend largement de son commerce avec l'Europe, voit alors ses exportations en volume diminuer considérablement, de 134 en 1973 à 94 en 1975 (indice 1980 = 100) ; cette baisse touche aussi bien les pays du sud du Sahara (131 à 95) que les pays pétroliers du nord (148 à 91). La hausse du prix du pétrole et d'autres matières premières fait que les exportations de l'Afrique augmentent tout de même en valeur (de 21 à 36 Md de dollars), mais sa balance commerciale, traditionnellement positive devient négative ; la chute du solde de la balance courante est encore plus marquée. On a prêté à l'Afrique pour qu'elle puisse maintenir le rythme de croissance de ses achats, alors même que ses marchés extérieurs connaissaient un fort resserrement. Cela se légitimait d'autant plus que, d'une part il fallait recycler les pétro-dollars vers les pays les plus frappés par la hausse du prix du pétrole et que, d'autre part la hausse rapide des termes de l'échange de l'Afrique faisait de nombre de pays africains des débiteurs crédibles.

Sans nous arrêter sur les raisons ni sur la signification de ces flux de capitaux, nous retiendrons seulement trois constatations souvent faites :

- au départ ils semblent plus liés à l'accroissement des recettes en devises des pays qu'à leur besoin de devises,
- ensuite, ils prolongent la mise après que les recettes d'exportation ont chuté,
- enfin ils retombent lorsque la situation devient vraiment critique.

À travers cette crise, l'Afrique découvre que le processus de développement qu'elle a connu depuis 1960 et qui a accordé à maints pays des taux de croissance appréciables pendant une vingtaine d'années n'a plus guère d'avenir. Sa dépendance à l'égard du commerce extérieur, notamment avec l'Europe, a pris un tour tragique : la demande de la plupart des grands produits d'exportation plafonne inexorablement, soit que l'offre ait atteint ses limites (bois et certaines cultures ou minerais) soit plus généralement que la demande ait atteint un palier. L'Afrique ne peut plus se développer à partir des flux engendrés par ses grandes exportations traditionnelles.

Certes la chute des exportations de l'Afrique de 1980 (96 Md de dollars) à 1983 (59 Md de dollars) a quelque chose de conjoncturel (sécheresse, chute de 15 % des prix), mais elle reflète une tendance plus profonde puisqu'en volume, de 1972 à 1983 les exportations de l'Afrique ont diminué de 47 %. La hausse de 4 % en volume observée de 1983 à 1985 a été plus que compensée par la baisse des prix.<sup>2</sup> On ne peut compter que la croissance des années

2. FMI, SFI octobre 1987.

60 et 70 reparte sur la même base que précédemment. La mise en place d'un nouveau modèle de croissance est nécessaire. Mais elle n'est pas en voie de se réaliser. En effet, les événements des années 70 (hausse fortes et ponctuelles de certains prix d'exportation, renchérissement du pétrole pour les importateurs, fortes importations de capitaux pour financer des projets d'utilité douteuse ou maintenir des dépenses publiques élevées après la chute des recettes provenant des exportations) laissent derrière eux de profonds déséquilibres.

Parmi ces déséquilibres figurent naturellement la dette accumulée, mais aussi le volume des dépenses publiques par rapport au produit national imposable, l'urbanisation excessive, le poids des institutions d'intermédiation et de gestion économique (commerce, banque, administration, etc.) par rapport au secteur productif,...

Le poids de la dette s'est considérablement accru au cours des dix dernières années, ainsi que le service de la dette. (Voir tableau 1).

TABLEAU 1  
Afrique – Dette extérieure et service de la dette

	1975	1980	1982	Md dollars/%	
				1982	1984
Dettes	29,8	87,7	101,2	107,3	117,9
Dettes en % du PNB	20,5	28,1	33,7	35,7	38,9
Service de la dette	3,9	13,9	16,5	17,2	20,0
Service de la dette en % des exportations	9,2	12,6	20,1	21,0	25,4

Source: CNUCED. Manuel de Statistiques 1986 p. 408/9.

Le déséquilibre démographique est aujourd'hui difficile à saisir et apprécier; il prend des formes diverses, mais il est important. Dans certains pays, telle l'Égypte, la croissance démographique menace l'avenir, car les ressources naturelles du pays ne permettent guère d'y faire face. Dans d'autres pays, c'est plutôt la migration massive vers les villes qui fait problème; ou c'est la mise en danger de l'équilibre écologique à cause de la fragilité de l'environnement (Sahel notamment). De plus, le Sida menace des millions de personnes; ce problème de santé peut devenir un problème majeur de l'évolution socio-économique.

En bref, la croissance des dernières décennies a conduit à l'émergence de structures socio-économiques qui constituent un obstacle, voire un facteur de blocage, au développement.

À ces déséquilibres s'ajoute l'embarras de trouver des activités productives qui puissent être utilement relancées. Que ce soit au nord ou au sud du Sahara on ne trouve pratiquement plus de grand projet industriel viable. Le développement de l'agriculture a peu de chance dans les produits d'exportation; il en aurait plus dans la production vivrière, mais les villes manquent de pouvoir d'achat! Par ailleurs les paysans ne sont souvent pas incités à produire faute de pouvoir acquérir en échange des biens attrayants à des prix favorables.

Est-ce à dire que le développement est définitivement bloqué? Non. Mais jusqu'à ce qu'apparaissent de nouveaux secteurs moteurs importants, la principale opportunité réside dans la valorisation des circuits internes par l'amélioration des circuits d'échange et la mise en valeur de petites opportunités par de petites entreprises. La seconde opportunité doit vraisemblablement être trouvée dans la création de zones économiques supranationales qui rendent viables des productions qui ne le sont pas aujourd'hui et suscitent des circuits d'échanges moteurs. L'Europe est concernée à plusieurs titres par ce nouveau tour du développement.

Le mode de gestion actuel de la dette bloque les opportunités de relance des activités. Le drainage de tout surplus économique vers l'extérieur pèse sur les possibilités d'investissement par la baisse des moyens de financement et de la demande interne. Certes un certain ordre imposé à la gestion des finances publiques et des entreprises parapubliques est salubre, mais lorsque les dépenses de viabilisation d'activités nouvelles (éducation, santé, recherche et vulgarisation technique,...) sont coupées, ces activités ont plus de peine à naître. La restriction des importations des biens de consommation peut favoriser la production interne — cela est vrai pour des pays semi-industrialisés (Amérique latine et éventuellement Afrique du Nord) mais plus difficilement dans des pays très faiblement industrialisés; par contre la restriction des importations nécessitée par le service de la dette risque de priver les entreprises locales d'inputs indispensables. La manipulation des taux de change (ou à défaut des droits de douane à l'entrée et à la sortie) destinée à accroître l'exportation et à restreindre l'importation, ne permet pas une relance des exportations à destination d'autres continents ni ne favorise le commerce régional, mais elle pèse sur les articulations internes de l'économie: énergie, transports, équipements.

Si elle se poursuit de la même manière, la gestion de la dette va étouffer les économies africaines, provoquer la baisse continue de leur faculté d'importer en même temps que leur appauvrissement général. L'Europe n'y retrouvera pas ses deniers et perdra un partenaire économique qui, sans être d'un poids important, n'est néanmoins pas sans signification: la part de l'Afrique dans ses exportations s'est élevée à 7,0 % en 1981 (9,0 % pour les biens d'équipement). Mais elle est déjà retombée à respectivement 4,9 % et 6,4 % en 1984. Le blocage du développement de l'Afrique et la restriction de ses importations ont déjà coûté 16,4 milliards de dollars d'exportation à l'Europe de 1981 à 1984.

Les contraintes imposées aux économies africaines et à leur développement au nom de la dette vont-elles les rendre capables d'en assurer le service et le remboursement? — Après plusieurs années d'austérité qui ont compromis le renouvellement de l'appareil productif et la dynamique des circuits économiques internes, l'endettement n'a fait que s'accroître. Si une telle politique n'aboutit pas à l'effondrement de quelques économies nationales, elle risque d'aboutir à leur assujettissement à l'égard des économies industrielles: drainage des ressources vers la production des biens demandés par ces dernières, production d'ailleurs subventionnée par le reste de l'économie grâce à la manipulation des taux de change et à l'appauvrissement de l'ensemble de la population. Un tel aboutissement n'est pas plus attrayant pour l'Europe que l'effondrement des économies africaines. En effet, plus l'Afrique bradera ses produits à bon marché notamment à destination de l'Europe, moins ce commerce sera avantageux pour l'Europe. Certes au niveau du gain dans l'échange, l'Europe y gagnera; mais c'est là un niveau d'analyse bien insuffisant. En effet un tel commerce aurait un effet dépressif sur l'économie européenne — auquel s'ajouterait éventuellement l'effet dépressif du remboursement de la dette ou même simplement de son service dans la mesure où il serait assuré. Oublie-t-on qu'il y a une dizaine d'années l'Europe a souhaité exporter vers l'Afrique plus qu'elle n'importait pour lutter contre la crise? La situation aurait-elle à ce point changé que l'inverse soit devenu aujourd'hui désirable? Le problème pour l'Europe aujourd'hui n'est pas de tirer des ressources de l'Afrique sous forme de remboursements et de produits à bon marché; c'est d'avoir en Afrique un partenaire économique valable. C'est pourquoi les intérêts de l'Europe et de l'Afrique convergent plus qu'il n'y paraît au premier abord. C'est la prospérité de l'Afrique qui bénéficiera le plus à l'Europe.

La contribution de l'Europe au développement de l'Afrique est plus difficile aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Il y avait alors d'importantes opportunités d'investissement utile et rentable pour les deux parties. Aujourd'hui on en découvre à peine. Aujourd'hui ce sont surtout des processus de diffusion interne, d'intégration économique (intersectorielle et spatiale) qui peuvent assurer un certain développement.

Néanmoins l'Europe peut participer de maintes manières à la relance de la croissance en Afrique et de ses relations économiques avec ce continent. Premièrement, elle peut prendre l'initiative du règlement du problème posé par le poids de l'endettement. Certes elle n'est pas seule créancière, mais au niveau mondial, la dette de l'Afrique ne représente que 18,6 % du total (1984)<sup>3</sup> et l'Afrique réunit presque tous les pays les plus démunis. Il ne saurait être question de simplement passer l'éponge — cela ne serait d'ailleurs pas sain pour l'Afrique dans la mesure où le poids de la dette est en train de provoquer des restructurations nécessaires, notamment de l'appareil gouvernemental. Inversement, gérer la dette de manière à en rendre le poids juste supportable moyennant une politique très restrictive, comme on le fait aujourd'hui conduit au blocage de la croissance. Il reste à trouver la solution intermédiaire qui puisse être la plus stimulante pour l'élimination des malstructurations des années passées et pour la mise en place de structures de croissance. Les actuelles politiques d'ajustement sont loin d'être la réponse à cette question, quoiqu'elles contiennent quelques éléments positifs. Globalement, le remboursement en devises n'est favorable à aucun des deux partenaires, mais pourrait-on envisager un remboursement partiel en monnaies nationales qui servirait à financer des projets de développement au moyen de ressources locales? Cela permettrait de réorienter vers l'investissement un surplus économique qui risque autrement d'être dissipé dans des structures de fonctionnement devenues trop lourdes et de favoriser un modèle de développement qui inclut valablement les groupes les moins favorisés.

Deuxièmement, l'Europe peut utiliser ses relations économiques avec l'Afrique pour favoriser une structuration des économies africaines porteuses d'avenir. Cela signifierait que l'Europe gère ses relations d'échange avec l'Afrique dans une perspective à long terme plutôt qu'à court terme — ce qui n'est pas évident car la gestion des entreprises se situe de plus en plus dans le court terme, et celle des États, hélas, aussi. Vu l'importance de sa population et des dynamiques de croissance qu'elle est capable d'engendrer, l'Afrique peut devenir un partenaire important. Elle n'a aujourd'hui guère de ressources rares, ni de marchés, ni d'opportunités d'investissement à offrir... seulement un espoir de relations actives. Alors qu'en Europe l'intégration de nouveaux pays dans le « marché commun » donne lieu à toutes sortes d'analyses d'interactions structurelles, les organisations financières internationales promeuvent l'intégration de l'Afrique dans le commerce mondial sans plus d'analyse qu'un modèle ricardien sommaire. Depuis 1970, les échanges interafricains de produits industriels ne cessent de fléchir. En valeur, ils ont augmenté de 5,2 % l'an (inflation comprise) de 1970 à 1982, alors que les importations de produits industriels en provenance d'Europe augmentaient de 16,8 % l'an. La part des produits industriels dans les échanges interafricains est donc tombée de 46,7 % du total en 1970 à 24,5 % en 1984.<sup>4</sup> De plus, malgré la contrainte de balance des paiements, qui restreint les importations de l'Afrique depuis quelques années, le commerce intra-africain est tombé de 2 976 Mn de dollars en 1981 à 2 289 Mn de dollars en 1983. Le poids de la contrainte extérieure ne stimule pas l'intégration de l'économie africaine, au contraire — ce qui compromet les chances de développement en Afrique. C'est en défendant en Afrique des intégrations économiques régionales au détriment de certains de ses intérêts immédiats que l'Europe peut contribuer à la relance que nous envisageons. C'est un « pari sur structures » à relever.

Pour conclure, tentons d'apprécier l'importance que pourrait revêtir pour l'Afrique et pour l'Europe la résolution du problème de la dette comme moyen de relance économique.

3. CNUCED *op. cit.* p. 408.

4. CNUCED, *op. cit.* p. 85

L'histoire économique récente nous montre que les pays « en retard » sont capables d'un taux de croissance plus élevé que les autres, notamment pendant des périodes comme la nôtre, périodes de plafonnement d'une vague d'industrialisation et de convergence entre pays. Mais cela n'est pas automatiquement vrai; au cours des années récentes, les pays semi-industrialisés ont pu maintenir leur taux de croissance alors que les pays plus avancés assistaient au ralentissement de la leur. Mais dans le même temps, les pays les moins industrialisés subissaient de plein fouet la crise qui frappait leurs partenaires commerciaux. Et l'Afrique était largement dans ce cas. Il ne suffit donc pas de résoudre le problème de la dette pour que son potentiel de croissance devienne réalité. Si les efforts nécessaires sont entrepris et que l'Afrique puisse reprendre la voie de l'industrialisation, moyennant l'expansion d'un réseau d'échanges interafricains, il n'est pas exclu qu'elle atteigne un taux de croissance économique de 5-10 % l'an. Y parvenir est une urgence pour l'Afrique, ne fût-ce qu'en raison de la poussée démographique. Cela implique certains renoncements pour l'Europe: non seulement du point de vue de la dette, mais aussi au niveau de la politique commerciale.

Si ce développement est urgent pour l'Afrique, il est essentiel pour l'Europe. En effet la nouvelle vague de secteurs-moteurs qui porteront son économie vers de nouveaux sommets n'est pas encore là. Entre-temps, c'est le dynamisme des économies « en retard » qui peut le mieux apporter du souffle aux économies qui plafonnent, par l'élargissement spatial de leurs activités. Il serait hasardeux de quantifier ce bénéfice; notons seulement que les secteurs d'activité qui en jouiront le plus directement sont vraisemblablement de ceux qui ont des effets d'entraînement appréciables et secondement que le multiplicateur de revenu risque d'élargir de manière non négligeable ce bénéfice direct. Ce sera dans l'immédiat le maintien d'une certaine croissance plutôt que la relance. À plus long terme, ce sera le développement de l'Afrique plutôt que son appauvrissement croissant avec toutes ses multiples conséquences pour l'Europe.